

# **LES MINEURS ÉTRANGERS EN FRANCE ENTRE LES DEUX GUERRES : L'EXEMPLE DE LA MACHINE (NIÈVRE), DE 1913 A 1940**

PAR  
DAVID PEYCERÉ

---

## **SOURCES**

La principale source utilisée est le fonds des Houillères de Decize, mines aujourd'hui fermées et dont l'exploitation se trouvait à La Machine, versé aux Archives départementales de la Nièvre et partiellement classé en 1984-1985. Les dossiers concernant la main-d'œuvre étrangère y forment un ensemble important et assez cohérent. Le reste du fonds, d'accès matériellement difficile, n'a pu être consulté que par sondages.

---

## **INTRODUCTION**

Cette source a orienté le sujet vers l'étude des modalités d'appel à la main-d'œuvre étrangère. Les problèmes de besoins économiques, de recrutement et d'accueil ont été volontairement privilégiés, au détriment par exemple d'une étude précise de la démographie particulière des immigrants. Le cas de La Machine a été replacé dans le cadre plus large des houillères françaises.

---

## **PREMIÈRE PARTIE**

### **LE POIDS DES ANNÉES 1900-1918**

---

## CHAPITRE PREMIER

## LA MACHINE : LA HOUILLÈRE ET LA VILLE

Petit gisement isolé, aux conditions d'exploitation difficiles, La Machine s'apparente à beaucoup de sites miniers des franges du Massif Central, qui ont cessé d'être compétitifs au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

La naissance et le développement de la ville sont entièrement dus au charbon. Si la houillère, l'une des plus anciennement connues en France, est exploitée superficiellement dès le XV<sup>e</sup> siècle, ce n'est qu'à la fin de l'Ancien Régime que le site s'urbanise, d'abord lentement. Dans l'intervalle, l'extraction a été développée sous Louis XIV pour les besoins des arsenaux de la région nantaise, grâce, en particulier, à des ingénieurs et des mineurs liégeois.

Pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle la mine, exploitée par des sociétés anonymes aux capitaux lorrains ou parisiens, se développe rapidement et s'insère dans la géographie industrielle de la France grâce aux canaux (du Nivernais, latéral à la Loire) et aux voies ferrées (ligne P.L.M. Nevers-Dijon) mises en service vers le milieu du siècle. Le décollage industriel a lieu sous la gestion de la Compagnie Gargand (1838-1868 environ), qui, pour attirer vers ce site isolé et y fixer une main-d'œuvre toujours plus nombreuse, construit la première cité ouvrière.

L'étape décisive de la croissance urbaine et industrielle de la mine est son rachat par la compagnie Schneider, vers 1868 : économiquement, la houillère devient un satellite du Creusot ; une même politique sociale, extrêmement paternaliste, s'exerce dès lors dans les deux villes. Le développement urbain s'accélère : nouvelles cités et équipements collectifs sont construits vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

La mine accuse à partir de 1890 environ un retard qui s'accroît au début du XX<sup>e</sup> siècle, tandis que salaires et conditions de travail, très peu compétitifs, ne suffisent plus à retenir la population. Les effectifs de la mine diminuent dans les années précédant la première guerre mondiale, passant de 1 300 ouvriers en 1895 à 975 en 1911, au point de menacer la marche normale des travaux.

## CHAPITRE II

## L'ÉMIGRATION EUROPÉENNE AVANT 1914

Si l'entrée de travailleurs étrangers après la première guerre est en France un phénomène d'une ampleur sans précédent, pour l'ensemble de l'Europe cette période est plutôt marquée par un ralentissement de l'émigration. Beaucoup de comportements migratoires de pays comme l'Italie ou la Pologne se sont établis avant 1914.

Il n'y a guère d'émigration économique massive avant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Après 1850, l'extrême misère de certaines régions trouve un exutoire dans les immenses terres vierges des États-Unis. Deux pays d'Europe, l'Angleterre et l'Allemagne, sont au premier rang de cette émigration et, plus particulièrement, des « colonies » de ces pays, l'Irlande et la Pologne. Cette dernière, politiquement supprimée à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, partagée entre les trois

grands empires européens, connaît au XIX<sup>e</sup> siècle des destins variés mais tous marqués par un sous-développement systématique : exploitation intensive de type colonial dans le cadre prussien, indifférence des gouvernements de Vienne ou de Saint-Petersbourg. La partie allemande de la Pologne, la Grande-Pologne, se singularise de plus en plus, en particulier par les caractères de son émigration, plus précoce et plus forte que dans le reste du pays, et à laquelle l'industrialisation de la Ruhr fournit un débouché nouveau et très important à partir de 1870 environ. Au cours des décennies suivantes, 600 000 ouvriers polonais s'installent dans cette région, où ils travaillent surtout dans les mines. En 1914, les caractéristiques de cette immigration dite « westphalienne » sont très proches de celles qu'aura l'immigration polonaise en France vers 1930 ; les conséquences de la première sur la seconde seront très importantes. Au début du siècle, une émigration rurale saisonnière des autres régions polonaises vers la Saxe prend également beaucoup d'ampleur : cependant la Galicie, plus autonome dans le cadre lâche de l'empire austro-hongrois, entreprend vers 1907 de trouver de nouveaux débouchés à son émigration et pense surtout à la France.

Dans le même temps, l'Europe du sud émigre massivement, vers l'Amérique mais aussi vers la France, en particulier l'Italie septentrionale. Royaume récemment formé et soucieux de protéger sa main-d'œuvre, l'Italie se dote en 1900 d'un organisme gouvernemental dont la puissance et l'efficacité ne feront que croître, le Commissariat royal de l'émigration, et affirme donc très tôt la volonté de contrôler son émigration.

### CHAPITRE III

#### LA PAUVRETÉ DÉMOGRAPHIQUE DE LA FRANCE ET LES PREMIÈRES FORMES DE RECRUTEMENT A L'ÉTRANGER JUSQU'EN 1914

La France est complètement absente du mouvement d'émigration : elle joint à une industrialisation assez poussée une démographie en baisse et les Français n'ont pas besoin de s'expatrier pour vivre. La situation démographique est même inquiétante au début du XX<sup>e</sup> siècle, tant dans la perspective d'un conflit avec l'Allemagne que pour le développement industriel. La « capillarité sociale » entraîne diverses conséquences, dont le malthusianisme (et, en particulier, le malthusianisme ouvrier) et la désertion des campagnes.

Or les besoins en ouvriers de l'industrie française sont grands. Une population étrangère importante, bien qu'encore très faible, fournit un complément de main-d'œuvre dans les zones frontalières : Italiens dans le Sud-Est, Allemands en Lorraine, Belges dans le Nord ; mais la découverte en 1898 du bassin ferrifère de Briey, dont l'exploitation commence très vite, aggrave brutalement les besoins. Cette industrialisation soudaine d'une zone rurale impose pour la première fois le recours à une immigration massive suscitée par les industriels. Ce sont avant tout des Italiens qui sont attirés, par milliers, et qui constituent une population ouvrière originale, faite surtout d'hommes seuls, vivant à l'écart des Français.

Le manque de bras est aussi très sensible dans les campagnes, tout particulièrement en Lorraine, autour de ce nouveau pôle industriel. En 1907-1908, une communauté d'intérêts rapproche des membres de chambres d'agriculture de l'est de la France et de la Diète de Galicie, qui mettent sur pied diverses

formes d'immigration organisée de Galiciens (Polonais autrichiens) en France. Vers la même époque, un membre de l'aristocratie polonaise de Paris, le prince Czartoryski, persuade quelques houillères françaises de faire venir des mineurs polonais « westphaliens ». Ses motifs sont plus patriotiques qu'économiques : l'Allemagne est un oppresseur de la Pologne, la France un ami traditionnel ; mais ils rencontrent, eux aussi, les intérêts des compagnies houillères. Ainsi la France, juste avant 1914, tend-elle à devenir un pays d'immigration organisant des recrutements en Italie et en Pologne.

L'importance numérique de ce dernier mouvement reste cependant minime jusqu'au lendemain de la guerre. Et pourtant, même une petite mine comme La Machine, où le manque général de main-d'œuvre est aggravé par des causes particulières, se lance dans le recrutement étranger, en essayant de faire venir quelques familles d'Italie en 1913 (la tentative se solde par un échec relatif), puis en engageant des pourparlers en 1914 avec la Société polonaise d'émigration de Cracovie pour recevoir des mineurs polonais. La guerre interrompt cette procédure, originale même dans le cadre de l'appel aux Polonais (les houillères passant le plus souvent par Czartoryski).

## CHAPITRE IV

### LES ANNÉES DE GUERRE : NOUVEAUX BESOINS, NOUVELLES PRATIQUES

Pour les houillères françaises, la guerre signifie la nécessité d'intensifier la production par tous les moyens, des interventions constantes de l'État à de profondes mutations de la main-d'œuvre ; c'est bien souvent l'occasion de faire la première expérience de la main-d'œuvre étrangère.

Les ouvriers des houillères, mobilisés, ne sont que progressivement rendus à leurs exploitations. Les mines encore ouvertes reçoivent pendant l'automne 1914 des réfugiés de Belgique et du Nord, et le retour des mobilisés s'effectue à partir de 1915 et surtout 1916, mais la diminution des effectifs impose des solutions nouvelles. La présence des familles des réfugiés a souvent saturé les logements des villes minières, de sorte qu'il faut trouver une main-d'œuvre de célibataires que l'on peut installer dans des baraquements. Les premiers sont des prisonniers de guerre allemands, distribués en grand nombre aux entreprises travaillant pour la défense nationale à partir de 1916. Mais surtout, les pouvoirs publics, et particulièrement le sous-secrétariat d'État de l'Artillerie (A. Thomas), mettent sur pied un recrutement d'ouvriers dans les colonies françaises (Maroc, Algérie, Indochine, Madagascar) et en Chine ; ils posent, à cette occasion, quelques principes : contrat de travail obligatoire, égalité de traitement entre ouvriers français et étrangers. Les houillères n'emploieront guère que des Marocains et des Algériens.

Cependant quelques-unes d'entre elles, et La Machine semble être la première, emploieront des Chinois. Un « groupement » chinois, doté d'un encadrement militaire, est constitué à La Machine en mai 1917, dans des baraquements voisins de ceux des prisonniers de guerre. C'est, au moins dans les premiers temps, une main-d'œuvre difficile à faire travailler et une population tapageuse. L'effectif de ce « camp » atteindra progressivement 200 ouvriers qui, après une longue accoutumance au travail souterrain, se spécialiseront dans le boisage.

Le groupement est officiellement dissous en novembre 1921, mais beaucoup

de Chinois restent à La Machine, continuant d'abord à vivre dans le camp. La mine emploie des Chinois jusqu'après la seconde guerre mondiale.

Le recrutement de travailleurs européens, lourdement entravé par la guerre, ne disparaît pas complètement ; il est, lui aussi, pris en main par le gouvernement. Mais La Machine ne réussit pas à recevoir les Polonais qu'elle demande en 1918.

Le bilan de la guerre : les pouvoirs publics se sont sentis concernés par les problèmes de main-d'œuvre, quelques organismes gouvernementaux ont été créés ; les exploitants ont pris l'habitude de recourir au recrutement étranger ; enfin, le Comité des Houillères (C.C.H.F.) s'est imposé comme intermédiaire dans ce recrutement.

---

## DEUXIÈME PARTIE

### L'APPEL AUX OUVRIERS ÉTRANGERS, 1919-1930

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### 1919 : UNE LONGUE TRANSITION

En 1919, le bilan de la guerre est un évident déséquilibre démographique en Europe : alors que la France, dont la population active sort décimée du conflit, doit faire face aux besoins exceptionnels de la reconstruction de toute une région industrielle détruite par la guerre, des pays comme la Pologne où l'industrie est presque inexistante doivent accueillir des millions d'anciens émigrés qui reviennent en quelques mois. Tandis que gouvernements et associations patronales — au premier chef le C.C.H.F. —, mettant à profit l'acquis de la guerre, élaborent des conventions d'émigration et d'immigration qui vont conditionner les mouvements des années suivantes (avec la Pologne et l'Italie en septembre 1919, la Tchécoslovaquie en mars 1920), les exploitations françaises, pour qui la fin de la guerre est d'abord marquée par le départ de tout le personnel exceptionnel arrivé pendant le conflit, ne trouvent pour le remplacer que des restes du recrutement colonial et exotique.

À La Machine, malgré de nombreuses tentatives, la mine ne parvient jamais à recevoir les Polonais ou les Italiens que des missions du gouvernement ou du C.C.H.F. vont recruter sur place. Elle reçoit par contre, en mars 1919, une centaine de Marocains amenés en France pendant la guerre, qu'elle loge dans de nouveaux baraquements un peu à l'écart du « camp » chinois pour éviter les contacts entre les deux « races ». C'est aussi un groupement sous l'autorité du ministère de la Guerre, mais cette structure administrative est dissoute dès la fin de l'année. À partir de là, les Marocains quittent très vite leurs baraquements pour aller vivre dans le bourg, mais restent nombreux à La Machine où ils seront plus de deux cents en 1922. La mine les emploie surtout comme manœuvres et ils donnent généralement satisfaction.

Cet apport numérique important ne suffit pas à maintenir l'effectif de décembre 1918. Il n'y a aucun renouvellement de la main-d'œuvre française, dont le recrutement, malgré le concours des offices de placement gratuit, reste très local.

## CHAPITRE II

### LES POLONAIS, 1920-1924

L'entre-deux-guerres se distingue par un recours massif et organisé selon des méthodes originales à une main-d'œuvre venue d'Europe centrale. Le plus important de tous est cependant le recrutement polonais ; c'est lui qui a le plus marqué l'aspect des villes minières ou industrielles, où il est encore très visible aujourd'hui. C'est aussi le premier qui est entrepris dans les années 1920, si bien qu'il sert de terrain d'essai sur beaucoup de questions.

Principal maître d'œuvre du recrutement des Polonais, le C.C.H.F. s'intéresse surtout aux régions où les mineurs sont les plus nombreux : Posnanie et Haute-Silésie. Recrutement, contrôle professionnel et médical, transport et accueil en France se font avec le concours, de plus en plus discret, des pouvoirs publics français et sous une surveillance assez théorique du gouvernement polonais. Un véritable transfert de population se fait également de la Ruhr vers la France, sous la seule responsabilité du C.C.H.F. : les mineurs « westphaliens » sont les plus appréciés des exploitants français. Les premiers convois spéciaux amenant des Polonais arrivent en décembre 1919, l'« exploitation » de la Westphalie s'étale de 1920 à 1925, celle de la Haute-Silésie, moins réussie, commence en 1923. C'est aussi le C.C.H.F. qui centralise les demandes des compagnies et répartit entre elles les convois.

La Machine n'est en mesure de recevoir des mineurs polonais qu'en juin 1920. La mine entreprend alors la constitution rapide d'une colonie, recevant de nombreux contingents pendant les premiers mois, puis elle ne demande plus au C.C.H.F. que le nombre d'ouvriers nécessaire pour garantir une légère augmentation assez régulière malgré des départs importants : l'instabilité est en effet une caractéristique de cette main-d'œuvre. On saisit bien, par l'étude détaillée des Polonais à La Machine, la valeur relative des différents recrutements entrepris par le Comité des Houillères. Contrairement aux précédents ouvriers étrangers, les Polonais viennent en famille, ou la font venir, et sont logés, toujours par la Compagnie, parmi les Français.

## CHAPITRE III

### ÉLARGISSEMENT GÉOGRAPHIQUE ET TECHNIQUE DU RECRUTEMENT, 1924-1930

La fin de la décennie, avec quelques périodes de récession, ne se serait peut-être pas prêtée à la mise en place d'un recrutement d'une telle ampleur, mais la conjoncture économique et démographique est favorable à sa poursuite. Une société anonyme créée en 1924 et dont le C.C.H.F. est le principal actionnaire, la Société Générale d'Immigration (S.G.I.), réalisera même de substantiels bénéfices grâce à l'introduction de mineurs de régions plus variées que jusque là :

Polonais toujours (mais de plus en plus originaires de l'est du pays), Tchécoslovaques, Yougoslaves (Slovènes surtout, qu'on appelle généralement des Serbes).

Pendant ces années, les modes de recrutement se diversifient pour les compagnies qui, malgré un monopole de la S.G.I. sur l'Europe centrale, réussissent parfois à se passer des services — coûteux — de cette société, y compris pour les ouvriers slaves, et à ne pas dépendre trop étroitement d'un recruteur qui se veut tout-puissant. La fin de la reconstruction dans le Nord, vers 1925, renvoie beaucoup d'ouvriers (surtout étrangers) vers les mines. Celles-ci ne sont plus obligées de faire systématiquement venir à leurs frais tous ceux dont elles ont besoin. Grâce au recrutement nominatif, qu'elles développent beaucoup dans la fin de la décennie, les compagnies peuvent mieux choisir leurs ouvriers étrangers, même lorsqu'elles chargent la S.G.I. de les leur fournir, ce qui reste malgré tout le cas le plus fréquent. C'est ainsi que vers 1928-1930, La Machine reçoit de nombreux Slovènes, presque tous originaires de quelques villages limitrophes.

Au cours de ces dix ans s'opposent progressivement à La Machine un recrutement slave — ouvriers recrutés par le C.C.H.F. ou la S.G.I., venant en famille, constituant une colonie importante (un millier de personnes) mais vivant dans les mêmes cités que les Français — et un recrutement d'étrangers d'autres nationalités : Chinois, au demeurant très peu nombreux, Kabyles algériens, et surtout Marocains. Ces derniers entrent le plus souvent clandestinement en France, la mine doit régulariser leur situation, ils sont très instables, mais, en revanche, leur recrutement ne coûte rien. Célibataires, souvent encore logés en baraquements, ils ne requièrent pas, comme les Polonais ou les « Serbes », de grands programmes immobiliers. Quelques ouvriers italiens enfin, une quarantaine au maximum, sont recrutés tout au long de la période pour une spécialité précise, le travail « au rocher » : par leur spécialisation professionnelle et leur immigration familiale ils se rapprochent des Slaves, dont les sépare leur mode de recrutement.

## CHAPITRE IV

### LES ANNÉES 1930

La crise frappe La Machine très brusquement, en décembre 1930 : du jour au lendemain les programmes de recrutement, encore abondants au mois de novembre, sont interrompus. Au cours de l'année 1931, la mine diminue volontairement son extraction de 6,7 % et son personnel ouvrier de 12,8 %, en favorisant les départs volontaires des célibataires étrangers, et éventuellement en congédiant les ouvriers les moins bons. Plutôt que les Nord-Africains ce sont surtout les Slaves qui font les frais de ces mesures.

Les années suivantes sont marquées par un mouvement très réduit du personnel, contrairement à l'ensemble des houillères où les départs ont lieu en 1934-1935 ; une petite reprise de l'embauchage se dessine à partir de 1937, où quelques demandes nominatives sont de nouveau adressées au C.C.H.F.

Si elles ne connaissent plus d'accroissement de la population étrangère, ces années sont par contre celles de la fixation des familles polonaises ou yougoslaves. Il n'y a cependant pas d'assimilation avant la seconde guerre mondiale.

## TROISIÈME PARTIE

### LES ÉTRANGERS A LA MACHINE : PARTICULARISMES ET INTÉGRATIONS

---

#### CHAPITRE PREMIER

##### MOBILITÉ ET STABILITÉ

Pour évoquer la vie des étrangers, on ne peut prendre en compte que ceux qui sont assez stables pour s'intégrer à une vie commune. Une grande proportion des ouvriers inscrits sur les registres d'entrées disparaissent dès lors complètement de l'étude : pour ceux-là, on ne peut guère qu'étudier les modalités de leur départ. Il convient donc d'analyser l'importance des départs et les causes de départ ou de fixation.

Plusieurs périodes parmi celles où la mine veut augmenter les effectifs connaissent plus de départs que d'arrivées (en particulier 1928-1929). Bien souvent les ouvriers qui partent sont ceux qui viennent d'arriver, même quand ils ont un contrat : dans ce cas ils peuvent rembourser à l'employeur les frais d'introduction, et être ainsi déliés de toute obligation, ou bien rompre simplement leur contrat : le plus souvent, ils trouvent sans peine à se faire embaucher ailleurs et on ne les poursuit pas. Les causes de départs sont multiples et il n'est pas toujours possible de déterminer celle qui prime à tel moment.

Ainsi, les premiers beaux jours incitent chaque année beaucoup d'ouvriers à partir, définitivement ou temporairement (conгés) ; les conditions de travail (la chaleur), de logement, l'impossibilité de faire venir leur famille sont invoquées par ceux qui partent. Les bas salaires sont aussi un handicap de La Machine, dont jouent abondamment les débaucheurs.

Le débauchage est en effet un fléau constant pour les employeurs, qui essaient de prendre des mesures : engagement de remboursement mutuel des frais d'introduction en 1922, ou de non embauchage d'un ouvrier sous contrat venant d'une autre mine à partir de 1923, dans le cadre du Comité des Houillères, procès contre d'autres employeurs, rien ne pourra avoir raison de ces pratiques. Beaucoup d'entreprises du reste n'ont pas besoin de s'y livrer car elles offrent des salaires suffisamment élevés : la reconstruction jusqu'en 1925, les entrepreneurs du métro et plus généralement toute la région parisienne.

L'instabilité peut être un mode de vie, et toute une frange de la population ouvrière est composée de célibataires qui restent rarement plus de quelques mois au même endroit et font la « tournée » de quelques mines, revenant jusqu'à huit ou dix fois dans les mêmes.

Pour une mine, la stabilité des ouvriers se cultive ; elle passe par le logement, la famille et la formation de noyaux : d'où la nécessité pour les compagnies de construire — Schneider double son parc immobilier à La Machine entre les deux guerres —, de permettre le plus vite possible aux ouvriers de faire venir leur famille restée dans leur pays et de développer au maximum le recrutement



nominatif pour que les nouveaux venus soient accueillis par des connaissances de la même région. La stabilité des célibataires peut aussi être améliorée en remplaçant les baraquements par de petites pensions (« cantines ») tenues par un compatriote, ou en favorisant leur logement dans des familles (« pensionnaires »).

## CHAPITRE II

### LA VIE DES ÉTRANGERS A LA MACHINE

La vie à La Machine, pour les Français comme pour les étrangers, est d'abord marquée par le cadre de la mine, unique entreprise de la ville, qui fournit tous les repères spatiaux (logements, cités, équipements publics) et temporels (allées et venues des ouvriers des trois postes). Il n'y a jamais, à La Machine, de politique de ségrégation des étrangers : si les baraquements sont construits un peu à l'écart, les ouvriers en famille de toutes nationalités sont mêlés dans les cités ; seul le « bourg », où les maisons n'appartiennent pas à la Compagnie, reste principalement français. Ce mélange des nationalités répond évidemment à une volonté patronale, mais elle tient aussi sans doute à la petite taille de la mine qui rendait difficile la constitution de grandes cités polonaises comme à Blanzky ou dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Ce sont, malgré tout, les Polonais qui marquent le plus la ville. Les rares commerçants étrangers sont polonais. Ils ont une vie associative forte, comme partout en France, avec des sociétés sportives, religieuses, théâtrales, musicales, des scouts... Les bals fréquents, les matchs de l'équipe polonaise de football sont, dans les années 1930, des attractions réunissant toute la population de la ville. La mine fait venir un prêtre polonais, qui a une paroisse fixe au Creusot, une à deux fois par mois, et organise à partir de 1927 un enseignement en polonais dans son école primaire privée.

Les Slovènes, bien que très proches des Polonais dans leurs relations quotidiennes, participent peu aux sociétés polonaises ; ils ont leur propre société religieuse (Sainte-Barbe, homonyme de la société polonaise). Ils marquent surtout la vie de la grande cité construite entre les deux guerres, la cité des Minimes, car les quatre cantines sont presque toujours tenues par des Slovènes jusqu'à la guerre. Malgré l'absence de ségrégation évoquée plus haut, ils se regroupent nombreux, à moins qu'ils ne soient regroupés, dans une cité un peu isolée, la cité Sainte-Eudoxie.

Deux points restent mal éclaircis. En premier lieu, les rapports avec les Français, difficiles à évaluer exactement, paraissent au moins corrects, cordiaux lors des fêtes ; mais les mariages mixtes restent très rares avant la guerre. Par ailleurs, l'engagement politique des étrangers, encore bien plus difficile à saisir, semble avoir été très réduit. Mais La Machine n'était pas non plus un haut lieu du syndicalisme français ! Le Front populaire n'a probablement provoqué presque aucune participation étrangère aux mouvements français, sur lesquels on sait très peu de choses.

---

## CONCLUSION

La Machine est finalement un exemple très représentatif de l'emploi des étrangers entre les deux guerres : la mine ne se distingue ni par la proportion d'étrangers (au maximum un tiers de la population, deux tiers des effectifs du fond), ni par une politique particulière à leur égard. Son appartenance à la Compagnie Schneider ne semble pas jouer un rôle important dans les choix faits après la première guerre mondiale. La houillère est cependant originale sur certains points, dictés soit par sa petite taille et son isolement, soit par une expérience particulière, comme l'emploi des Slovènes vers la fin des années 1920 : mais on pourrait relever dans presque toutes les exploitations des exemples équivalents.

---